

## Libye/Elections en décembre conformément au calendrier adopté à Paris

### Le scepticisme de l'Onu

AFP

Tripoli/Libye

Son émissaire dans le pays, Ghassan Salamé, évoque les violences et des retards dans le processus législatif.

L'EMISSAIRE de l'Onu en Libye, Ghassan Salamé, a déclaré à l'AFP qu'il était difficile de tenir des élections le 10 décembre comme prévu par le calendrier adopté à Paris, en raison des violences et des retards dans le processus législatif.

"Il y a encore énormément à faire. Il se peut qu'on ne puisse pas respecter la date du 10 décembre", a dit M. Salamé dans un entretien samedi soir avec l'AFP, estimant qu'un scrutin ne pourrait se tenir avant "trois à quatre mois".

Réunis à Paris fin mai par le président français Emmanuel Macron, quatre principaux protagonistes du conflit libyen s'étaient engagés à organiser des élections générales le 10



Photo : AFP / L'Union

Aux yeux de l'envoyé spécial de l'Onu en Libye, Ghassan Salamé (ici à l'extrême gauche, lors de la conférence de Paris fin mai), "il se peut qu'on ne puisse pas respecter la date du 10 décembre" pour la tenue des élections dans le pays.

décembre. Si la France a continué à presser pour le respect de ce calendrier, plusieurs analystes et diplomates avaient estimé d'emblée que la fragmentation et l'anarchie dans le pays rendaient ces promesses fragiles.

Compromis par les violences et une crise politique et économique persistante, le calendrier électoral de Paris "devient difficile (à respecter) aussi pour d'autres raisons", a précisé M. Salamé, citant notamment le retard dans l'adoption de lois électo-

rales. L'accord de Paris prévoyait la préparation d'une "base constitutionnelle" avant le 16 septembre, une première échéance déjà non respectée par le Parlement qui était appelé notamment à adopter une loi référendaire sur un projet de

constitution.

Selon M. Salamé, "le référendum pourrait avoir lieu avant la fin de l'année", tandis que les élections, elles, pourraient être organisées d'ici "trois à quatre mois" si les conditions de sécurité le permettent.

Ce scrutin est censé départager les camps rivaux et mettre fin à une interminable et chaotique période de transition dans ce riche pays pétrolier miné par les luttes de pouvoir et l'insécurité depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi, chassé du pouvoir et tué après une révolte populaire.

La Libye est dirigée aujourd'hui par deux entités rivales : le Gouvernement d'union nationale (GNA, basé à Tripoli) issu d'un processus onusien et basé à Tripoli et une autorité rivale installée dans l'Est, soutenue par un parlement et une force armée dirigée par le maréchal Khalifa Haftar.

## L'Afrique en bref

• **Cameroun / Conflit.** Couvre-feu de 48 heures dans les régions anglophones

Un couvre-feu de 48 heures a été décrété dans la plupart des villes des deux régions anglophones du Cameroun à la veille de la célébration ce lundi du premier anniversaire de la proclamation symbolique de l'indépendance du Cameroun anglophone, a-t-on appris hier de sources officielles.

• **Congo / Opposition.** Paulin Makaya empêché de voyager

L'opposant congolais Paulin Makaya, tout juste libéré après trois ans de détention, a été empêché vendredi soir d'embarquer dans un vol régulier d'Air France à destination de Paris.

• **RDCongo/Violences.** Attaques de groupes armés au Kasai et en Ituri

Les conflits de basse intensité qui continuent de miner maintes régions de la République démocratique du Congo se sont poursuivis le week-end écoulé avec des attaques de groupes armés rapportés dans le Kasai (centre) et l'Ituri (nord-ouest).

## A travers le monde

• **Indonésie/Séisme.** Le bilan passe à 832 morts



Photo : AFP

Le bilan du tremblement de terre suivi d'un tsunami qui a frappé l'île indonésienne des Célèbes a été porté à 832 morts dimanche, alors que la population de la ville de Palu à court de vivres et d'eau a commencé à piller les magasins.

• **Italie/Politique.** Manif pour relancer une gauche en déroute

Le Parti démocrate (PD, centre gauche), en pleine déroute depuis son cuisant échec aux législatives italiennes de mars, a cherché hier à se relancer avec une manifestation à Rome, quatre mois après la victoire des antisystème et de l'extrême droite.

• **Maldives / Politique.** L'ex-dirigeant Maumoon Abdul Gayoom libéré sous caution

La justice des Maldives a remis en liberté sous caution l'ancien président Maumoon Abdul Gayoom, incarcéré depuis février, et demi-frère du président sortant Abdulla Yameen, battu il y a une semaine par l'opposant Ibrahim Mohamed Solih.

## Guinée/Retard pris par le pays dans son développement

### Condé pointe la "responsabilité" de la France

AFP

Conakry/Guinée

Le président n'en exonère pas moins de leur part ses prédécesseurs à la tête de l'Etat.

LE président guinéen Alpha Condé a attribué une part des difficultés traversées par son pays depuis l'indépendance en 1958 à l'attitude de la France de l'époque, dans une interview à Conakry avec des journalistes de TV5 Monde, RFI et Le Monde.

Lors de cette interview, diffusée hier, à deux jours du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, M. Condé s'est insurgé contre une question sur le fait que le pays "ne décolle pas économiquement".

Les Français "doivent savoir que si la Guinée a été en retard, il y a la responsabilité des chefs d'Etat guinéens mais aussi la responsabilité de la France de l'époque", a-t-il estimé.

"Lorsque nous avons pris l'indépendance en 58, du jour au lendemain tous les cadres français sont partis, la Guinée est restée sans cadres", a déclaré M. Condé. "On a voulu anéantir économiquement le peuple de Guinée", a-t-il ajouté.

"Il ne faut pas oublier aussi que la Guinée a été mise en quarantaine (...), il a fallu que l'Union soviétique et la Chine viennent porter secours à la Guinée, tous les Français étaient partis, on n'avait pas de cadres", a insisté le président guinéen.

La Guinée est devenue le premier pays d'Afrique subsaharienne à obtenir sa souveraineté de la France, après avoir voté non le 28 septembre 1958 au référendum instituant une "communauté" franco-africaine, proposée par le général De Gaulle.

De cet épisode, Alpha Condé a indiqué tirer "deux messages" pour la jeunesse guinéenne.

En 1958, la Guinée "s'est donné la main comme un



Photo : AFP

Le président Alpha Condé : "On a voulu anéantir économiquement la Guinée."

seul homme pour appeler à voter non", a-t-il dit. "Si nous voulons, nous pouvons de nouveau être unis pour faire face aux défis de la Guinée, ça c'est le premier message".

"Le deuxième, c'est que le gouvernement français à l'époque n'a pas eu une attitude correcte, ce qui a fait

que, pendant longtemps, les rapports avec la France ont été tendus", a-t-il déploré.

"L'histoire de la Guinée ne se ramène pas à la violence", a-t-il par ailleurs souligné, alors qu'à l'occasion de cet anniversaire la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et RFI ont publié un ouvrage,

"Mémoire collective, une histoire plurielle des violences politiques en Guinée", revenant notamment sur le massacre du 28 septembre 2009.

M. Condé, au pouvoir depuis décembre 2010, s'est emporté à plusieurs reprises contre ses intervieweurs, leur reprochant d'être "venus avec des idées arrêtées".

"Je suis choqué de vous entendre dire que la Guinée n'a pas émergé, je suis choqué, franchement. Je suis choqué !", s'est-il exclamé.

Ancien opposant historique, Alpha Condé est le premier président démocratiquement élu de cette ex-colonie française d'Afrique de l'Ouest, régie jusqu'alors par des pouvoirs autoritaires, voire dictatoriaux. Malgré la richesse de son sous-sol, plus de la moitié de la population de Guinée vit sous le seuil de pauvreté, avec moins d'un euro (655 francs) par jour, selon l'Onu.

## Allemagne-Etats-Unis/Diplomatie

### Merkel met en garde Trump contre la tentation de "détruire" l'Onu

AFP

Francfort/Allemagne

LA chancelière allemande Angela Merkel a mis en garde hier le président américain Donald Trump contre la tentation de "dé-

truire" le multilatéralisme, et notamment les Nations unies.

"Les Nations unies ont été fondées sur les décombres de la Seconde guerre mondiale, et évidemment, c'est loin d'être parfait", a déclaré Mme Merkel lors d'un meeting de campagne pour les élections

législatives régionales en Bavière.

"Mais détruire quelque chose sans avoir développé autre chose de nouveau est extrêmement dangereux et peut détruire l'ordre actuel qui garantit la paix, plus vite que nous ne le pensons", a-t-elle averti.

La chancelière a martelé que le multilatéralisme était la voie à suivre. Or, a-t-elle souligné, "l'actuel président américain dit que le multilatéralisme n'est pas la réponse aux problèmes, et croit qu'il n'y a que des situations avec un seul gagnant, contrairement à moi".

"Cela remet en question les systèmes multilatéraux (...), la capacité des Nations unies à fonctionner", a-t-elle estimé.

Devant l'Assemblée générale de l'Onu, Donald Trump a fait mardi l'éloge de la "souveraineté" et dénoncé "l'idéologie du mondialisme".